



Deuxième trimestre 2020

États financiers et rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation.

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020

État consolidé des résultats (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Produits et autres revenus				
Produits (a)	3 666	9 228	10 330	17 193
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	44	33	70	50
Total des produits et des autres revenus	3 710	9 261	10 400	17 243
Dépenses				
Exploration	3	5	4	38
Achats de pétrole brut et de produits (b) (note 13)	2 115	5 662	6 341	10 557
Production et fabrication (c)	1 273	1 715	2 852	3 310
Frais de vente et frais généraux (c)	183	236	349	449
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	369	463	820	857
Dépréciation et épuisement (note 13)	413	392	886	782
Retraite non liée aux services et avantages postérieurs au départ à la retraite	30	36	60	72
Financement (d) (note 7)	17	23	36	51
Total des dépenses	4 403	8 532	11 348	16 116
Bénéfice (perte) avant impôts	(693)	729	(948)	1 127
Impôts sur le bénéfice	(167)	(483)	(234)	(378)
Bénéfice (perte) net	(526)	1 212	(714)	1 505
Informations par action (en dollars canadiens)				
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat de base (note 11)	(0,72)	1,58	(0,97)	1,95
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat dilué (note 11)	(0,72)	1,57	(0,97)	1,94
(a) Sommes remboursables par des apparentés comprises dans les produits.	747	2 234	2 483	3 956
(b) Sommes remboursables à des apparentés comprises dans les achats de pétrole brut et autres produits.	396	908	1 135	1 636
(c) Sommes remboursables à des apparentés comprises dans les dépenses de production et fabrication, et les frais de vente et frais généraux.	138	161	321	322
(d) Sommes remboursables aux apparentés comprises dans le financement (note 7).	14	24	38	52

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

État consolidé du résultat étendu (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice (perte) net	(526)	1 212	(714)	1 505
Autres éléments du résultat étendu (perte), après impôts				
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite (excluant l'amortissement)	-	-	(114)	18
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite inclus dans le coût net des prestations constituées pour la période	34	28	68	55
Total des autres éléments du résultat étendu (perte)	34	28	(46)	73
Résultat étendu (perte)	(492)	1 240	(760)	1 578

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Bilan consolidé (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Au 30 juin 2020	Au 31 déc. 2019
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie	233	1 718
Comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives (a) (note 5)	1 866	2 699
Stocks de pétrole brut et de produits (note 13)	1 253	1 296
Matières, fournitures et charges payées d'avance	741	616
Total de l'actif à court terme	4 093	6 329
Investissements et créances à long terme (b) (note 5)	882	891
Immobilisations corporelles, déduction faite de l'amortissement cumulé et de l'épuisement	55 358	54 868
Immobilisations corporelles, montant net	33 861	34 203
Écart d'acquisition (note 13)	166	186
Autres éléments d'actif, y compris non matériels (montant net)	498	578
Total de l'actif	39 500	42 187
Passif		
Passif à court terme		
Billets et emprunts (c)	228	229
Comptes créditeurs et charges à payer (a) (note 9)	3 176	4 260
Impôts sur le bénéfice à payer	-	106
Total du passif à court terme	3 404	4 595
Dette à long terme (d) (note 8)	4 965	4 961
Autres obligations à long terme (note 9)	3 753	3 637
Passif d'impôts futurs	4 462	4 718
Total du passif	16 584	17 911
Capitaux propres		
Actions ordinaires à la valeur attribuée (e) (note 11)	1 357	1 375
Bénéfices réinvestis	23 516	24 812
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) (note 12)	(1 957)	(1 911)
Total des capitaux propres	22 916	24 276
Total du passif et des capitaux propres	39 500	42 187

(a) Les comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives, comprenaient des sommes remboursables nettes par des apparentés de 317 millions de dollars (1 007 millions de dollars en 2019).

(b) Les investissements et créances à long terme comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 311 millions de dollars (296 millions de dollars en 2019).

(c) Les billets et emprunts comprennent des sommes remboursables à des apparentés de 111 millions de dollars (111 millions de dollars en 2019).

(d) Les dettes à long terme comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 4 447 millions de dollars (4 447 millions de dollars en 2019).

(e) Le nombre d'actions ordinaires autorisées et en circulation était respectivement de 1 100 millions et de 734 millions (respectivement 1 100 millions et 744 millions en 2019).

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Approuvé par le Conseil, le 5 août 2020

/s/ Bradley W. Corson

Président du Conseil,
président et chef de la direction

/s/ Daniel E. Lyons

Vice-président principal,
finances et administration, et trésorière

État consolidé des capitaux propres (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Actions ordinaires à la valeur attribuée (note 11)				
Au début de la période	1 357	1 427	1 375	1 446
Achats d'actions à la valeur attribuée	-	(17)	(18)	(36)
À la fin de la période	1 357	1 410	1 357	1 410
Bénéfices réinvestis				
Au début de la période	24 204	24 364	24 812	24 560
Bénéfice (perte) net de la période	(526)	1 212	(714)	1 505
Achats d'actions au-dessus de la valeur attribuée	-	(351)	(256)	(693)
Dividendes déclarés	(162)	(169)	(324)	(316)
Effet cumulatif de la modification comptable (note 5)	-	-	(2)	-
À la fin de la période	23 516	25 056	23 516	25 056
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) (note 12)				
Au début de la période	(1 991)	(1 472)	(1 911)	(1 517)
Autres éléments du résultat étendu (perte)	34	28	(46)	73
À la fin de la période	(1 957)	(1 444)	(1 957)	(1 444)
Capitaux propres à la fin de la période	22 916	25 022	22 916	25 022

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

État consolidé des flux de trésorerie (PCGR des États-Unis, non audité)

Rentrées (sorties) en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Activités d'exploitation				
Bénéfice (perte) net	(526)	1 212	(714)	1 505
Ajustements relatifs aux éléments hors trésorerie :				
Dépréciation et épuisement	413	392	866	782
Dépréciation d'actifs incorporels (note 13)	-	-	20	-
(Gain) perte à la vente d'actifs (note 4)	(10)	(11)	(17)	(6)
Dépréciation de l'inventaire à la valeur marchande courante (note 13)	(281)	-	-	-
Impôts sur les bénéfices reportés et autres	(242)	(471)	(199)	(475)
Variations de l'actif et du passif d'exploitation :				
Comptes débiteurs	(310)	99	833	(605)
Stocks, matières, fournitures et charges payées d'avance	117	(40)	(82)	(21)
Impôts sur le bénéfice à payer	(2)	(9)	(106)	(37)
Comptes créditeurs et charges à payer	(46)	(175)	(1 074)	728
Autres postes – montant net (b)	71	29	80	158
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(816)	1 026	(393)	2 029
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(205)	(394)	(515)	(825)
Produits des ventes d'actifs (note 4)	40	14	49	36
Prêts à des sociétés dont la compagnie est actionnaire – montant net	(7)	(49)	(14)	(103)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(172)	(429)	(480)	(892)
Activités de financement				
Réduction d'obligations de location-financement (note 8)	(5)	(6)	(12)	(13)
Dividendes versés	(162)	(147)	(326)	(296)
Actions ordinaires achetées (note 11)	-	(368)	(274)	(729)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(167)	(521)	(612)	(1 038)
Augmentation (diminution) de trésorerie	(1 155)	76	(1 485)	99
Trésorerie au début de la période	1 388	1 011	1 718	988
Trésorerie à la fin de la période (a)	233	1 087	233	1 087
(a) La trésorerie est composée de liquidités en banque et d'équivalents de trésorerie au prix coûtant. Les équivalents de trésorerie sont des titres très liquides arrivant à échéance au plus tard trois mois après la date de leur achat.				
(b) Comprendait des cotisations aux régimes enregistrés de retraite.	(41)	(57)	(100)	(98)
Impôts sur les bénéfices (payés) recouverts.	1	23	(152)	46
Intérêts (payés), après capitalisation.	(17)	(23)	(36)	(51)

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

1. Fondement de la présentation des états financiers

Ces états financiers consolidés non audités ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR) et observent les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles des derniers états financiers consolidés annuels déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis dans le rapport annuel 2019 sur le formulaire 10-K de la compagnie et doivent se lire en parallèle avec ceux-ci. De l'avis de la compagnie, l'information fournie dans les présentes reflète les régularisations et les ajustements connus qui sont nécessaires pour obtenir un état fidèle des résultats pour les périodes visées. Ces ajustements sont de nature récurrente.

Pour ses activités d'exploration et de production, la compagnie suit la méthode de la capitalisation du coût de la « recherche fructueuse ».

Les résultats des six mois clos le 30 juin 2020 ne donnent pas nécessairement une idée de l'activité à prévoir pour l'ensemble de l'exercice.

Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.

2. Modifications comptables

Le 1er janvier 2020, l'Impériale a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée Financial Instruments – Credit Losses (Topic 326), comme modifiée. Cette norme exige qu'une provision pour moins-value soit comptabilisée pour les pertes sur créance de certains actifs financiers, qui reflète les pertes de crédit courantes attendues sur la durée de vie contractuelle de l'actif. La provision pour moins-value tient compte du risque de perte, même s'il est négligeable, et tient compte des événements antérieurs, des conditions courantes et des attentes concernant le futur. La norme n'a pas eu d'effet substantiel sur les états financiers de la compagnie.

3. Secteurs d'activité

Deuxième trimestre en millions de dollars canadiens	Secteur Amont		Secteur Aval		Produits chimiques	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits et autres revenus						
Produits (a)	908	2 587	2 587	6 375	171	266
Ventes intersectorielles	262	1 116	124	487	27	48
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	10	4	27	19	1	-
	1 180	3 707	2 738	6 881	199	314
Dépenses						
Exploration	3	5	-	-	-	-
Achats de pétrole brut et de produits (note 13)	512	1 802	1 896	5 338	119	171
Production et fabrication	884	1 171	343	474	46	70
Frais de vente et frais généraux	-	-	135	201	21	23
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	369	463	-	-
Dépréciation et épuisement (note 13)	363	338	40	46	4	3
Retraite non liée aux services et avantages postérieurs au départ à la retraite	-	-	-	-	-	-
Financement (note 7)	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	1 762	3 316	2 783	6 522	190	267
Bénéfice (perte) avant impôts	(582)	391	(45)	359	9	47
Charge (économie) d'impôts	(138)	(594)	(13)	101	2	9
Bénéfice (perte) net	(444)	985	(32)	258	7	38
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(968)	585	88	423	46	52
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	145	301	51	111	2	6

Deuxième trimestre en millions de dollars canadiens	Comptes non sectoriels et autres		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits et autres revenus						
Produits (a)	-	-	-	-	3 666	9 228
Ventes intersectorielles	-	-	(413)	(1 651)	-	-
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	6	10	-	-	44	33
	6	10	(413)	(1 651)	3 710	9 261
Dépenses						
Exploration	-	-	-	-	3	5
Achats de pétrole brut et de produits (note 13)	-	-	(412)	(1 649)	2 115	5 662
Production et fabrication	-	-	-	-	1 273	1 715
Frais de vente et frais généraux	28	14	(1)	(2)	183	236
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	-	-	369	463
Dépréciation et épuisement (note 13)	6	5	-	-	413	392
Retraite non liée aux services et avantages postérieurs au départ à la retraite	30	36	-	-	30	36
Financement (note 7)	17	23	-	-	17	23
Total des dépenses	81	78	(413)	(1 651)	4 403	8 532
Bénéfice (perte) avant impôts	(75)	(68)	-	-	(693)	729
Charge (économie) d'impôts	(18)	1	-	-	(167)	(483)
Bénéfice (perte) net	(57)	(69)	-	-	(526)	1 212
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1	(34)	17	-	(816)	1 026
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	9	11	-	-	207	429

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

- (a) Comprend des ventes à destination des États-Unis de 739 millions de dollars (2 152 millions de dollars en 2019). Des ventes à destination des États-Unis ont été enregistrées dans tous les secteurs d'activité, mais surtout dans celui du secteur Amont.
- (b) Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration comprennent les frais d'exploration, les ajouts aux immobilisations corporelles, les ajouts aux contrats de location-financement, les investissements additionnels et les acquisitions. Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration excluent l'achat de crédits de carbone.

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

Période de six mois jusqu'au 30 juin en millions de dollars canadiens	Secteur Amont		Secteur Aval		Produits chimiques	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits et autres revenus						
Produits (a)	2 560	4 827	7 383	11 849	387	517
Ventes intersectorielles	984	2 064	692	935	71	120
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	10	4	42	29	1	-
	3 554	6 895	8 117	12 813	459	637
Dépenses						
Exploration	4	38	-	-	-	-
Achats de pétrole brut et de produits (note 13)	2 162	3 388	5 665	9 920	259	364
Production et fabrication	1 992	2 327	751	855	109	128
Frais de vente et frais généraux	-	-	316	380	46	44
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	820	857	-	-
Dépréciation et épuisement (note 13)	780	672	86	92	8	7
Retraite non liée aux services et avantages postérieurs au départ à la retraite	-	-	-	-	-	-
Financement (note 7)	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	4 938	6 425	7 638	12 104	422	543
Bénéfice (perte) avant impôts	(1 384)	470	479	709	37	94
Charge (économie) d'impôts	(332)	(573)	109	194	9	22
Bénéfice (perte) net	(1 052)	1 043	370	515	28	72
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(504)	865	110	1 155	43	100
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	376	673	127	240	11	23
Total des actifs au 30 juin (note 13)	33 591	35 059	4 683	5 041	404	451

Période de six mois jusqu'au 30 juin en millions de dollars canadiens	Comptes non sectoriels et autres		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits et autres revenus						
Produits (a)	-	-	-	-	10 330	17 193
Ventes intersectorielles	-	-	(1 747)	(3 119)	-	-
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	17	17	-	-	70	50
	17	17	(1 747)	(3 119)	10 400	17 243
Dépenses						
Exploration	-	-	-	-	4	38
Achats de pétrole brut et de produits (note 13)	-	-	(1 745)	(3 115)	6 341	10 557
Production et fabrication	-	-	-	-	2 852	3 310
Frais de vente et frais généraux	(11)	29	(2)	(4)	349	449
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	-	-	820	857
Dépréciation et épuisement (note 13)	12	11	-	-	886	782
Retraite non liée aux services et avantages postérieurs au départ à la retraite	60	72	-	-	60	72
Financement (note 7)	36	51	-	-	36	51
Total des dépenses	97	163	(1 747)	(3 119)	11 348	16 116
Bénéfice (perte) avant impôts	(80)	(146)	-	-	(948)	1 127
Charge (économie) d'impôts	(20)	(21)	-	-	(234)	(378)
Bénéfice (perte) net	(60)	(125)	-	-	(714)	1 505
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(42)	(91)	-	-	(393)	2 029
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	24	22	-	-	538	958
Total des actifs au 30 juin (note 13)	1 088	1 822	(266)	(444)	39 500	41 929

- (a) Comprend des ventes à destination des États-Unis de 2 112 millions de dollars (3 816 millions de dollars en 2019). Des ventes à destination des États-Unis ont été enregistrées dans tous les secteurs d'activité, mais surtout dans celui du secteur Amont.
- (b) Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration comprennent les frais d'exploration, les ajouts aux immobilisations corporelles, les ajouts aux contrats de location-financement, les investissements additionnels et les acquisitions. Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration excluent l'achat de crédits de carbone.

4. Revenus de placement et d'autres sources

Les revenus de placement et d'autres sources comprenaient les gains et les pertes à la vente d'actifs suivants :

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Produits de la vente d'actifs	40	14	49	36
Valeur comptable de la vente d'actifs	30	3	32	30
Gain (perte) à la vente d'actifs, avant impôts	10	11	17	6
Gain (perte) à la vente d'actifs, après impôts	9	10	15	6

5. Provision pour pertes de crédit courantes attendues (CECL)

Le 1er janvier 2020, la compagnie a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée Financial Instruments - Credit Losses (Topic 326), comme modifiée. Cette norme exige qu'une provision pour moins-value soit comptabilisée pour les pertes sur créance de certains actifs financiers, qui reflète les pertes de crédit courantes attendues sur la durée de vie contractuelle de l'actif. La provision pour moins-value tient compte du risque de perte, même s'il est négligeable, ainsi que des événements antérieurs, de la conjoncture et de prévisions raisonnables et justifiables. La norme exige l'utilisation de cette méthodologie relative aux pertes attendues pour les créances clients, certains autres actifs financiers et les risques de crédit hors bilan. L'ajustement au titre de l'effet cumulatif lié à l'adoption de cette norme a réduit de 2 millions de dollars les « bénéfiques réinvestis » dans les capitaux propres.

La compagnie est exposée à des pertes de crédit principalement en raison de la vente de produits pétroliers, de pétrole brut, de liquides de gaz naturel et de gaz naturel, ainsi que des prêts aux sociétés dont elle est actionnaire et des créances de contreparties. La capacité de paiement d'une contrepartie est évaluée au moyen d'un processus d'analyse du crédit qui tient compte des modalités de paiement, de la cote de crédit établie de la contrepartie ou de l'évaluation, par la compagnie, de la solvabilité de ladite contrepartie, des modalités du contrat et d'autres risques. L'entreprise peut exiger un paiement anticipé ou une garantie pour atténuer certains risques de crédit.

La compagnie regroupe les actifs financiers dans des portefeuilles aux caractéristiques de risque similaires afin de déterminer la provision pour pertes de crédit. À chaque période de déclaration, la compagnie vérifie s'il s'est produit un changement important dans les pertes ou le risque de crédit. Parmi les facteurs quantitatifs et qualitatifs pris en compte, il y a les données financières historiques, la situation actuelle, les risques sectoriel et national, les cotes de crédit actuelles et la qualité des garanties de tiers obtenues de la contrepartie. Les actifs financiers sont radiés en totalité ou en partie quand les efforts concrets de recouvrement sont épuisés et qu'il n'y a plus d'attente raisonnable de recouvrement. Les recouvrements subséquents de sommes antérieurement radiées sont comptabilisés dans le bénéfice. La compagnie gère les portefeuilles de créances en utilisant les soldes en souffrance comme indicateur clé de la qualité du crédit.

La compagnie comptabilise une provision pour pertes de crédit pour les risques de crédit hors bilan comme un passif dans le bilan, distinct de la provision pour pertes de crédit liées aux actifs financiers comptabilisés. Ces risques peuvent comprendre des prêts non consolidés aux sociétés dont elle est actionnaire et des garanties financières que la compagnie ne peut annuler unilatéralement.

Au cours du premier semestre 2020, la pandémie de COVID-19 s'est rapidement propagée dans la plupart des régions du monde, causant de l'incertitude économique, de la volatilité dans les marchés financiers mondiaux et des effets négatifs sur les marchés du crédit. Dans son estimation des pertes de crédit, la compagnie a tenu compte de ces effets, ainsi que des soldes nettement inférieurs des créances clients à la fin du trimestre, et a conclu qu'aucun ajustement important aux provisions pour créances n'était nécessaire au cours du trimestre. Au 30 juin 2020, l'évaluation des actifs financiers de la compagnie selon la norme *Financial Instruments – Credit Losses (Topic 326)*, comme modifiée, comprenait 1 420 millions de dollars de comptes débiteurs, déduction faite des provisions de 4 millions de dollars, des investissements et des créances à long terme de 326 millions de dollars. La compagnie a déterminé qu'à l'heure actuelle, aucune provision n'est requise pour les investissements et les créances à long terme. Il n'y a actuellement aucune exposition au risque de crédit hors bilan.

6. Avantages de retraite

Les composantes du coût net des prestations sont les suivantes :

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Avantages de retraite :				
Coût des services actuels	77	57	153	114
Intérêts débiteurs	77	81	154	162
Rendement prévu de l'actif des régimes	(98)	(88)	(196)	(175)
Amortissement du coût des services passés	3	-	7	-
Amortissement des pertes (gains) actuariels	39	38	77	75
Coût net des prestations constituées de l'exercice	98	88	195	176

Autres avantages postérieurs au départ à la retraite :

Coût des services actuels	6	4	12	8
Intérêts débiteurs	6	6	12	11
Amortissement des pertes (gains) actuariels	3	(1)	6	(1)
Coût net des prestations constituées de l'exercice	15	9	30	18

7. Coûts de financement

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Intérêts sur la dette	26	34	60	73
Intérêts capitalisés	(9)	(11)	(24)	(22)
Intérêts débiteurs – montant net	17	23	36	51
Autres intérêts	-	-	-	-
Financement total	17	23	36	51

Au cours du deuxième trimestre de 2020, la compagnie a contracté une marge de crédit à court terme engagée de 500 millions de dollars jusqu'en mai 2021, et une marge de crédit à court terme engagée de 300 millions de dollars jusqu'en juin 2021, qui viennent s'ajouter aux marges de crédit existantes de 500 millions de dollars. La compagnie n'a pas utilisé ses marges de crédit.

8. Dette à long terme

en millions de dollars canadiens	Au	Au
	30 juin 2020	31 déc. 2019
Dette à long terme	4 447	4 447
Contrats de location-financement	518	514
Total de la dette à long terme	4 965	4 961

9. Autres obligations à long terme

	Au 30 juin 2020	Au 31 déc. 2019
en millions de dollars canadiens		
Avantages de retraite (a)	1 977	1 822
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et autres passifs environnementaux (b)	1 384	1 388
Passif au titre de la rémunération à base d'actions	54	65
Passif au titre des contrats de location-exploitation (c)	107	143
Autres obligations	231	219
Total des autres obligations à long terme	3 753	3 637

- (a) Les obligations comptabilisées au titre des avantages de retraite des employés comprennent aussi 58 millions de dollars à titre de passif à court terme (58 millions de dollars en 2019).
- (b) Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les autres passifs environnementaux comprenaient aussi 124 millions de dollars comptabilisés à titre de passif à court terme (124 millions de dollars en 2019).
- (c) Le passif total au titre des contrats de location-exploitation comprenait aussi 106 millions de dollars comptabilisés à titre de passif à court terme (115 millions de dollars en 2019). En plus du passif total au titre des contrats de location-exploitation, les engagements locatifs non actualisés pour des contrats de location n'ayant pas encore débuté totalisent 27 millions de dollars (6 millions de dollars en 2019).

10. Instruments financiers et produits dérivés

Instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers de la compagnie est déterminée en fonction de diverses données du marché et d'autres techniques d'évaluation pertinentes. Il n'y a pas de différence importante entre la juste valeur des instruments financiers de la compagnie et la valeur comptable inscrite aux livres. Au 30 juin 2020 et 31 décembre 2019, la juste valeur de la dette à long terme (4 447 millions de dollars, excluant les obligations de location-financement) était principalement une mesure de niveau 2.

Produits dérivés

La taille de l'entreprise, sa solide situation financière et la nature complémentaire des secteurs Amont, Aval et Produits chimiques réduisent pour la compagnie dans son ensemble les risques liés aux fluctuations des prix des marchandises et de taux de change. En outre, la compagnie utilise des contrats sur marchandises, y compris des produits dérivés, pour gérer le risque lié au cours des matières premières. La compagnie ne désigne pas les produits dérivés comme couverture aux fins de la comptabilité de couverture.

Le risque de crédit associé à la position sur instrument dérivés de la compagnie est atténué par plusieurs facteurs, notamment l'utilisation de bourses de compensation de produits dérivés, la qualité des contreparties et les limites financières imposées aux contreparties de produits dérivés. La compagnie maintient un système de contrôle comprenant l'autorisation, la déclaration et la surveillance des opérations sur des produits dérivés.

Au 30 juin 2020, les valeurs comptables des produits dérivés figurant au bilan consolidé étaient des actifs bruts de 27 millions de dollars, des passifs bruts de 74 millions de dollars et une garantie à recevoir de 70 millions de dollars, les effets nets sont pris en compte dans la ligne « Comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimative » du bilan consolidé. Les valeurs comptables des produits dérivés figurant au bilan consolidé étaient des actifs bruts de 0 dollar, des passifs bruts de 2 millions de dollars et une garantie à recevoir de 6 millions de dollars.

Au 30 juin 2020, la position acheteur/(vendeur) nette notionnelle à terme des produits dérivés était de (1 920 000) barils pour le pétrole brut et de (240 000) baril pour les produits. Au 31 décembre 2019, la position acheteur/(vendeur) nette notionnelle à terme des produits dérivés était de (590 000) barils pour le pétrole brut et de 0 baril pour les produits.

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

Le gain ou la perte réalisé(e) et non réalisé(e) sur les produits dérivés constaté(e) à l'état consolidé des résultats est inclus(e) dans les postes suivants, avant impôts :

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Revenus	(9)	-	(8)	(2)
Achats de pétrole brut et de produits	(52)	-	(18)	(6)
Total	(61)	-	(26)	(8)

11. Actions ordinaires

milliers d'actions	En date du 30 juin 2020	En date du 31 déc. 2019
Autorisées	1 100 000	1 100 000
Actions ordinaires en circulation	734 077	743 902

Le programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'une durée de 12 mois qui était en place au deuxième trimestre de 2020 est entré en vigueur le 27 juin 2019. Ce programme a permis à l'entreprise de racheter un maximum de 38 211 086 actions ordinaires (soit 5 % du nombre total d'actions en circulation le 13 juin 2019), comprenant les actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat ordinaire et à la société Exxon Mobil Corporation, une opération réalisée concurremment, mais hors de l'offre publique de rachat ordinaire. Exxon Mobil Corporation a participé à l'opération afin de maintenir son pourcentage de participation à environ 69,6 %. Le programme a pris fin le 26 juin 2020 et les achats effectués dans le cadre de ce programme ont été suspendus le 1^{er} avril 2020. Au terme de ce programme, la compagnie avait racheté 28 697 514 actions.

Le programme actuel d'offre publique limitée de rachat dans le cours normal des activités d'une durée de 12 mois a pris effet le 29 juin 2020. Il est principalement utilisé pour éliminer la dilution des actions émises dans le cadre du régime d'unités d'actions non acquises de l'Impériale. Ce programme permet à l'entreprise de racheter un maximum de 50 000 actions ordinaires ce qui comprend les actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat ordinaire et à la société Exxon Mobil Corporation, une opération réalisée concurremment, mais hors de l'offre publique de rachat ordinaire. Dans le passé, la société ExxonMobil Corporation avait informé la compagnie qu'elle avait l'intention de conserver la propriété d'environ 69,6 % du capital.

L'excédent du coût d'achat sur la valeur attribuée des actions a été inscrit à titre de distribution de bénéfices réinvestis.

Les activités liées aux actions ordinaires de la compagnie sont résumées

	Milliers d'actions	Millions de dollars
Solde au 31 décembre 2018	782 565	1 446
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1	-
Achats à la valeur attribuée	(38 664)	(71)
Solde au 31 décembre 2019	743 902	1 375
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	-	-
Achats à la valeur attribuée	(9 825)	(18)
Solde au 30 juin 2020	734 077	1 357

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

Le tableau ci-dessous présente le calcul du résultat par action ordinaire, avant et après dilution et les dividendes déclarés par la compagnie sur ses actions ordinaires en circulation :

	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat de base				
Bénéfice (perte) net (en millions de dollars canadiens)	(526)	1 212	(714)	1 505
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)	734,1	767,4	736,5	772,5
Bénéfice (perte) net par action ordinaire (en dollars)	(0,72)	1,58	(0,97)	1,95
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat dilué				
Bénéfice (perte) net (en millions de dollars canadiens)	(526)	1 212	(714)	1 505
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)	734,1	767,4	736,5	772,5
Incidence des primes à base d'actions versées aux employés (en millions d'actions) (a)	-	2,5	-	2,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, compte tenu d'une dilution (en millions d'actions)	734,1	769,9	736,5	774,9
Bénéfice (perte) net par action ordinaire (en dollars)	(0,72)	1,57	(0,97)	1,94
Dividendes par action ordinaire – déclarés (dollars)	0,22	0,22	0,44	0,41

(a) Pour le deuxième trimestre de 2020 et les six mois clos le 30 juin 2020, le bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat dilué ne comprend pas l'incidence des deux millions d'actions des primes versées aux employés. Les primes à base d'actions versées aux employés ont le potentiel de diluer le bénéfice de base par action dans le futur.

12. Autres éléments du résultat étendu (perte)

Variations du cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) :

en millions de dollars canadiens	2020	2019
Solde au 1er janvier	(1 911)	(1 517)
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite :		
Variation au cours de l'exercice, excluant les montants reclassés		
provenant du cumul des autres éléments du résultat étendu	(114)	18
Montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu	68	55
Solde au 30 juin	(1 957)	(1 444)

Montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu – produit/(charge) avant impôts :

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite inclus dans le coût net des prestations constituées de la période (a)	(45)	(37)	(90)	(74)

(a) Le cumul de ces autres éléments du résultat étendu est inclus dans le calcul du coût net des prestations constituées de la période (note 6).

Charge (crédit) d'impôt au titre des autres éléments du résultat étendu :

en millions de dollars canadiens	Deuxième trimestre		Six mois au 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite :				
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite (excluant l'amortissement)	-	-	(37)	7
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite inclus dans le coût net des prestations constituées de la période	11	9	22	19
Total	11	9	(15)	26

13. Informations financières diverses

Les stocks sont comptabilisés au coût ou à la valeur marchande courante, si celle-ci est inférieure (selon la méthode du dernier entré, premier sorti - DEPS). Au premier trimestre de 2020, une charge hors trésorerie de 281 millions de dollars, après impôts, a été enregistrée en lien avec la valeur comptable des stocks de pétrole brut dépassant la valeur marchande actuelle. Au deuxième trimestre de 2020, la charge temporaire hors trésorerie des stocks du premier trimestre a été reprise. Le solde des stocks sera réévalué à la fin de chaque trimestre. À la fin de l'exercice, un ajustement de la valeur comptable est considéré comme un ajustement permanent.

Comme divulgué dans le formulaire 10-K 2019 de l'Impériale, l'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation une fois l'an, ou plus souvent si des faits ou des circonstances indiquent qu'il pourrait s'être déprécié. Au premier trimestre de 2020, avec le changement de l'évolution de la conjoncture économique et de la réduction de la capitalisation boursière de la compagnie, la compagnie a évalué la dépréciation de ses soldes d'écart d'acquisition et comptabilisé une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition hors trésorerie de 20 millions de dollars dans le segment Amont. La dépréciation de l'écart d'acquisition est constatée à la ligne « Amortissement et épuisement » de l'état des résultats consolidé et à la ligne « Écart d'acquisition » du bilan consolidé. Le solde de l'écart d'acquisition restant est associé au secteur Aval.

Rapport de gestion

Conjoncture économique

Au début de l'année 2020, deux effets perturbateurs importants se sont fait ressentir sur l'équilibre entre l'offre et la demande de pétrole et de produits pétrochimiques. En ce qui concerne la demande, la pandémie de COVID-19 s'est rapidement propagée au Canada et dans le monde, ce qui a fortement ralenti les activités commerciales et de consommation, et a considérablement réduit la demande locale et mondiale de pétrole brut, de gaz naturel et de produits pétroliers. Cette baisse de la demande a coïncidé avec l'annonce d'une hausse de la production dans certains des principaux pays producteurs de pétrole, ce qui a fait chuter les prix du pétrole brut, du gaz naturel et des produits pétroliers. Au cours du deuxième trimestre, les effets de la COVID-19 ont continué de se répercuter sur les grandes économies mondiales, et les conditions du marché se sont avérées très incertaines. Au Canada, les activités commerciales et de consommation se sont quelque peu redressées, mais par rapport aux périodes précédentes, elles continuent d'être durement touchées par la pandémie. Les principaux pays producteurs de pétrole ont pris des mesures pour réduire l'offre excédentaire de pétrole brut et de produits pétroliers, et les marchés du crédit semblent s'être stabilisés, fournissant suffisamment de liquidités aux entreprises solvables.

À la fin de mars, la compagnie a annoncé qu'elle allait réduire considérablement ses dépenses en immobilisations et ses dépenses d'exploitation pour 2020. Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration en 2020 devraient totaliser entre 1,1 et 1,2 milliard de dollars, comparativement à la somme précédemment annoncée de 1,6 à 1,7 milliard de dollars. En outre, l'Impériale a cerné les occasions de réduire de 500 millions de dollars les dépenses d'exploitation de 2020 par rapport à celles de 2019, et a progressé dans ce sens.

Au cours du deuxième trimestre de 2020, la compagnie a contracté deux nouvelles marges de crédit à court terme engagées totalisant 800 millions de dollars qui viennent s'ajouter à ses marges de crédit existantes de 500 millions de dollars. Les deux marges de crédit viendront à échéance dans un délai d'un an et pourront être renouvelées ou remplacées en fonction des besoins de financement de la compagnie et du contexte commercial. À la fin du mois de juin 2020, le solde de trésorerie de la compagnie s'élevait à 233 millions de dollars, et elle n'avait utilisé aucune de ses marges de crédit. La dette totale de la compagnie n'a pas augmenté au cours du deuxième trimestre.

Les effets de la COVID-19 et du contexte commercial actuel sur l'évolution de l'offre et de la demande ont eu une conséquence négative sur les résultats financiers et opérationnels de l'Impériale au cours des six premiers mois de 2020. À moins que les conditions du secteur observées jusqu'à présent en 2020 ne s'améliorent pas sensiblement au second semestre, la compagnie s'attend à ce que la baisse des prix obtenus pour ses produits se traduise par une baisse marquée du bénéfice et des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation par rapport à 2019. En réaction à ces conditions, la compagnie a exploité certains actifs à taux réduits au cours du deuxième trimestre de 2020, et a prolongé ses plans d'exploitation de certains actifs à taux réduits au cours du troisième trimestre. La compagnie a devancé le début de la révision planifiée dans l'une des deux usines de Kearl et a prolongé sa durée afin de réduire les effectifs sur place et d'établir un meilleur équilibre entre la production à court terme et la demande. La révision a commencé en début mai et s'est terminée à la fin juin. Si la production brute totale de Kearl a été réduite à une moyenne de 190 000 barils par jour (la part de l'Impériale se chiffrant à 135 000 barils) pour le deuxième trimestre de 2020, la production brute totale a augmenté par rapport à l'estimation déjà annoncée d'environ 150 000 barils par jour pour le trimestre, principalement attribuable à une reprise partielle de la demande du marché et au bon rendement de l'usine. La révision planifiée dans la deuxième des deux usines de Kearl a également été devancée et entamée à la mi-juillet, et devrait être achevée à la fin août. Comme la durée de ces révisions a été prolongée, Imperial s'attend à présent à ce que la production brute moyenne totale de Kearl soit d'environ 220 000 barils par jour pour l'ensemble de l'exercice 2020, contre une estimation annuelle précédente de 240 000 barils par jour pour 2020. À Cold Lake, l'Impériale s'attend à ce que la production brute annuelle moyenne soit d'environ 135 000 barils par jour, contre une estimation annuelle précédente de 140 000 barils par jour pour 2020. En ce qui concerne Syncrude, les activités de révision de l'usine de cokéfaction, qui avaient été précédemment reportées au troisième trimestre, ont commencé en début mai et devraient se poursuivre jusqu'à la fin septembre. De plus, la compagnie continue d'évaluer et d'ajuster le calendrier et la portée des autres activités de révision dans l'ensemble de ses activités d'exploitation. Ces activités seront gérées de manière à assurer la santé et la sécurité du personnel sur le site. Les taux d'utilisation de la capacité de raffinage et les ventes de produits pétroliers ont été réduits tout au long du deuxième trimestre de 2020, en raison de la baisse importante de la demande de produits pétroliers au Canada, mais ils devraient augmenter au troisième trimestre. Toutefois, la durée et la gravité de la baisse de la demande découlant de la COVID-19 et le contexte commercial actuel suscitent une grande incertitude, et l'évolution future de l'offre et de la demande est intrinsèquement difficile à prévoir.

La compagnie s'est penchée sur la réduction de ses dépenses à court terme, sur les répercussions de la production à court terme et sur les niveaux de prix attendus à court terme afin de déterminer si ces mesures présentent un risque de dépréciation pour ses actifs à long terme. Malgré le contexte difficile, le point de vue de la compagnie sur les principes fondamentaux de l'offre et de la demande à long terme n'a pas beaucoup changé. Cependant, la compagnie continue d'évaluer ses plans stratégiques et ses perspectives de prix à long terme, en tenant compte des conditions économiques et du secteur, actuelles et futures, dans le cadre de son processus de planification annuel. Selon les conclusions de ce processus, notamment des changements futurs importants dans les plans stratégiques de la compagnie ou les perspectives de prix à long terme, une partie de ses actifs à long terme pourrait présenter un risque de dépréciation. En raison des interdépendances entre les nombreux éléments essentiels à ce processus de planification qui demeurent non résolus ou incertains, il n'est pas possible d'estimer raisonnablement la possibilité ou la portée de charges de dépréciation potentielles dans l'avenir.

Comme divulgué dans le formulaire 10-K 2019 de l'Impériale, les faibles cours du pétrole brut et du gaz naturel peuvent avoir un impact sur les estimations des réserves prouvées de la compagnie tel qu'il est mentionné en vertu des règles de la Commission des valeurs mobilières des États-Unis (SEC). Le prix moyen que l'Impériale a touché depuis le début de l'exercice pour le pétrole brut a eu une forte incidence sur la baisse des prix depuis la fin du premier trimestre. Tout comme les révisions à la baisse des réserves prouvées de bitume à la fin de 2016 qui ont découlé de la faiblesse des prix, si les prix moyens observés jusqu'à présent en 2020 persistent pour le reste de l'année, en vertu de la définition des réserves prouvées de la SEC, certains volumes considérés comme des réserves prouvées à la fin de 2019, principalement les réserves prouvées de bitume de Kearl (totalisant environ 60 % des 3,5 milliards de barils d'équivalent pétrole des réserves prouvées nettes de la compagnie), ne seront pas considérés comme des réserves prouvées à la fin de l'exercice 2020. Les estimations des réserves prouvées peuvent dépendre d'un certain nombre de facteurs, dont l'achèvement des projets de mise en valeur, le rendement des gisements, les approbations réglementaires, la politique gouvernementale, les préférences des consommations, les variations du montant et du moment liés aux dépenses d'investissement, le cadre des redevances et les changements importants des niveaux de prix du pétrole et du gaz à long terme. La compagnie ne s'attend pas à ce que la révision à la baisse des réserves prouvées déclarées en vertu des définitions de la SEC affecte les opérations de projets sous-entendu ou modifie ses perspectives pour les volumes de production.

Au cours du deuxième trimestre de 2020, les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens ont instauré des plans et des programmes pour appuyer les entreprises et les activités économiques face aux effets perturbateurs de la pandémie de COVID-19. Le gouvernement du Canada a instauré la Subvention salariale d'urgence du Canada dans le cadre de son plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19. La compagnie a reçu des subventions salariales dans le cadre de ce programme et, si elle y est admissible, elle entend continuer d'en faire la demande. De plus, le gouvernement de l'Alberta a annoncé son plan de relance, qui tient compte d'une proposition visant à accélérer la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta, initialement prévue par la loi en 2019. Si elle est adoptée, le taux d'imposition des sociétés de l'Alberta sera réduit à 8 % à compter du 1^{er} juillet 2020, alors qu'il était auparavant réduit à 8 % à compter du 1^{er} janvier 2022. L'effet cumulatif de cette proposition de changement sur les états financiers de la compagnie devrait être négligeable.

La compagnie a pris des mesures, conformément aux directives et restrictions fédérales et provinciales, pour limiter la propagation de COVID-19 parmi les employés, les entrepreneurs et l'ensemble de la collectivité, ainsi que pour poursuivre ses activités d'exploitation afin de garantir à ses clients un approvisionnement fiable de produits puisqu'elle est un fournisseur de services essentiels. D'autres mesures ont été mises en œuvre dans l'ensemble de l'organisation, notamment des tests volontaires de dépistage de la COVID-19 et des horaires de travail modifiés dans des camps en région éloignée. La compagnie dispose d'excellents plans de continuité des activités, qui ont été déployés dans le but de minimiser les effets de la COVID-19 sur la productivité du personnel. Ces mesures ont permis de gérer efficacement l'éclosion de COVID-19 à Kearl et de réduire le nombre d'infections. En juin, les services de santé de l'Alberta ont déclaré que l'éclosion à Kearl était maîtrisée.

Résultats d'exploitation

Comparaison des deuxièmes trimestres de 2020 et de 2019

La compagnie a enregistré une perte nette de 526 millions de dollars ou 0,72 dollar par action sur une base diluée au deuxième trimestre de 2020, au lieu d'un bénéfice net de 1 212 millions de dollars ou 1,57 dollar par action pour la même période en 2019. Les résultats du deuxième trimestre de 2020 tiennent compte d'une reprise de la charge hors trésorerie de réévaluation des stocks de 281 millions de dollars enregistrée au premier trimestre de 2020. Les résultats du deuxième trimestre de 2019 tiennent compte de l'incidence favorable, surtout hors trésorerie, de 662 millions de dollars liée à la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta.

Le secteur amont a enregistré une perte nette de 444 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, au lieu d'un bénéfice net de 985 millions de dollars pour la même période en 2019. Les résultats ont subi les conséquences négatives d'une baisse des prix d'environ 1 210 millions de dollars, de l'absence d'un effet favorable de 689 millions de dollars associé à la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta en 2019, et d'une baisse des volumes d'environ 200 millions de dollars. Ces éléments ont été partiellement compensés par une reprise de la charge hors trésorerie de réévaluation des stocks de 229 millions de dollars enregistrée au premier trimestre de 2020, une baisse des redevances d'environ 200 millions de dollars, une diminution des dépenses d'exploitation d'environ 170 millions de dollars et des effets de change favorables d'environ 60 millions de dollars.

Le prix moyen du West Texas Intermediate (WTI) s'est établi à 27,83 dollars américains le baril au deuxième trimestre de 2020, contre 59,91 dollars américains le baril au trimestre correspondant de 2019. Le prix moyen du Western Canada Select (WCS) s'est établi en moyenne à 16,73 dollars américains le baril et à 49,31 dollars américains le baril pour les mêmes périodes. Le différentiel entre WTI et WCS s'est établi en moyenne à environ 11 dollars américains par baril au deuxième trimestre de 2020, soit pratiquement la même valeur qu'à la même période en 2019.

Le dollar canadien s'est établi en moyenne à 0,72 dollar américain au deuxième trimestre de 2020, en baisse de 0,03 dollar américain par rapport au deuxième trimestre de 2019.

Le prix moyen que l'Impériale a touché en dollars canadiens pour le bitume a diminué au cours du trimestre, principalement en raison de la baisse du cours moyen du WCS. Le prix moyen obtenu pour le bitume s'est établi à 12,82 dollars le baril au deuxième trimestre de 2020, comparativement à 57,19 dollars le baril au deuxième trimestre de 2019. Le prix moyen que la compagnie a touché en dollars canadiens pour le pétrole brut synthétique a diminué de façon générale conformément au WTI, ajusté selon les variations des taux de change et des frais de transport. Le prix touché pour le pétrole brut synthétique s'est établi en moyenne à 32,20 dollars le baril au deuxième trimestre de 2020, contre 79,96 dollars le baril à la période correspondante de 2019.

La production brute totale de bitume à Kearl s'est établie en moyenne à 190 000 barils par jour au cours du deuxième trimestre (la part de l'Impériale se chiffrant à 135 000 barils), contre 207 000 barils par jour (la part de l'Impériale se chiffrant à 147 000 barils) lors du deuxième trimestre de 2019. La baisse de la production est principalement attribuable au fait que la production à court terme a été équilibrée par rapport à la demande grâce à l'avancement et à la prolongation des activités de révision planifiées dans l'une des deux usines de Kearl, partiellement compensée par l'ajout d'installations de concassage supplémentaires en 2020.

La production brute moyenne de bitume de Cold Lake s'est établie à 123 000 barils par jour au deuxième trimestre, comparativement à 135 000 barils par jour pour la même période de 2019. La baisse de production est principalement attribuable au calendrier de production associé à la gestion de la vapeur et aux travaux d'entretien.

La quote-part de la compagnie dans la production brute de Syncrude s'est établie à 50 000 barils par jour, contre 80 000 barils par jour au deuxième trimestre de 2019. La baisse de la production est principalement attribuable au fait que la production à court terme a été équilibrée par rapport à la demande et que le calendrier de révision a été modifié.

Le secteur aval a enregistré une perte nette de 32 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, au lieu d'un bénéfice net de 258 millions de dollars pour la même période en 2019. Les résultats ont subi l'incidence négative d'une baisse des marges d'environ 400 millions, y compris les effets de la réduction de la demande en raison de la pandémie de COVID-19, et d'une baisse des volumes de ventes d'environ 120 millions de dollars. Ces éléments ont été partiellement compensés par une amélioration en fiabilité d'environ 100 millions de dollars, principalement en raison du fait qu'il n'y a pas eu d'incident à la tour de fractionnement de Sarnia pendant cette période comparativement à avril 2019, par une diminution des dépenses d'exploitation d'environ 90 millions de dollars et par une reprise hors trésorerie de la charge de réévaluation des stocks de 52 millions de dollars enregistrée au premier trimestre de 2020.

Le débit moyen des raffineries était de 278 000 barils par jour, contre 344 000 barils par jour au deuxième trimestre de 2019. L'utilisation de la capacité a été de 66 %, comparativement à 81 % au deuxième trimestre de 2019. La baisse du débit est principalement attribuable à la réduction de la demande en raison de la pandémie de COVID-19, partiellement compensée par une amélioration en fiabilité dérivant en grande partie du fait qu'il n'y a pas eu d'incident à la tour de fractionnement de Sarnia.

Les ventes de produits pétroliers se sont élevées à 357 000 barils par jour, contre 477 000 barils par jour lors du deuxième trimestre de 2019. La baisse des ventes de produits pétroliers est principalement attribuable à la réduction de la demande en raison de la pandémie de COVID-19.

Le bénéfice net du secteur Produits chimiques a été de 7 millions de dollars au deuxième trimestre, comparativement à 38 millions de dollars au trimestre correspondant de 2019.

Les charges du siège social et autres charges ont affiché un solde de 57 millions de dollars au deuxième trimestre, comparativement à 69 millions de dollars pour la période correspondante de 2019.

Comparaison du premier semestre de 2020 et de 2019

La perte nette des six premiers mois de 2020 s'est établie à 714 millions de dollars ou 0,97 dollar par action sur une base diluée, comparativement à un bénéfice net de 1 505 millions de dollars ou 1,94 dollar par action pour les six premiers mois de 2019. Les résultats de 2019 tiennent compte de l'incidence favorable, surtout hors trésorerie, de 662 millions de dollars liée à la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta.

Le secteur amont a enregistré une perte nette de 1 052 millions de dollars au cours des six premiers mois de l'exercice, comparativement à un bénéfice net de 1 043 millions de dollars à la même période en 2019. Les résultats ont subi l'incidence négative d'une baisse des prix d'environ 1 800 millions de dollars, de l'absence d'un effet favorable de 689 millions de dollars associé à la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta en 2019 et d'une baisse des volumes d'environ 210 millions de dollars. Ces éléments ont été partiellement compensés par la baisse des redevances d'environ 310 millions de dollars, par une diminution des dépenses d'exploitation d'environ 190 millions de dollars et par des effets de change favorables d'environ 110 millions de dollars.

Le prix moyen du baril de West Texas Intermediate s'est établi à 36,66 dollars américains au premier semestre de 2020, contre 57,45 dollars américains pour la période correspondante de 2019. Le prix moyen du Western Canada Select s'est établi en moyenne à 21,20 dollars américains le baril et 45,88 dollars américains le baril pour les mêmes périodes. L'écart entre le WTI et le WCS s'est creusé pour s'établir à environ 15 dollars américains le baril en moyenne au premier semestre de 2020, contre environ 12 dollars américains le baril à la même période en 2019.

Le dollar canadien valait en moyenne 0,73 dollar américain au premier semestre de 2020, en baisse de 0,02 dollar américain par rapport à la même période en 2019.

Le prix moyen que l'Impériale a touché en dollars canadiens pour le bitume a diminué au cours du premier semestre de 2020, principalement en raison de la diminution du WCS. Le prix touché pour le bitume s'est établi en moyenne à 15,54 dollars le baril, contre 53,20 dollars le baril à la même période en 2019. Le prix moyen que la compagnie a touché en dollars canadiens pour le pétrole brut synthétique a diminué dans l'ensemble conformément au WTI au cours du premier semestre de 2020, rajusté pour tenir compte des variations des taux de change et des frais de transport. Le prix touché pour le pétrole brut synthétique s'est établi en moyenne à 48,10 dollars le baril, contre 74,77 dollars le baril à la période correspondante de 2019.

La production moyenne brute totale de bitume à Kearl s'est élevée à 208 000 barils par jour au cours du premier semestre de 2020 (la part de l'Impériale se chiffrant à 147 000 barils), contre 193 000 barils par jour (la part de l'Impériale se chiffrant à 137 000 barils) pour la même période en 2019. La hausse de la production est principalement attribuable à l'ajout d'installations de concassage supplémentaires en 2020 partiellement compensé par le fait que la production à court terme a été équilibrée par rapport à la demande grâce à l'avancement et à la prolongation des activités de révision planifiées.

La production brute moyenne de bitume à Cold Lake s'est établie à 131 000 barils par jour au premier semestre de 2020, contre 140 000 barils par jour à la période correspondante de 2019.

Au cours des six premiers mois de 2020, la quote-part de la compagnie dans la production brute de Syncrude s'est établie en moyenne à 61 000 barils par jour, comparativement à 79 000 barils par jour pour la période correspondante de 2019. La baisse de la production est principalement attribuable au fait que la production à court terme a été équilibrée par rapport à la demande.

Le bénéfice net du secteur aval s'est établi à 370 millions de dollars, contre 515 millions de dollars pour la même période en 2019. Les résultats ont subi l'incidence négative d'une baisse des marges d'environ 250 millions, y compris les effets de la réduction de la demande en raison de la pandémie de COVID-19, et d'une baisse des volumes de ventes d'environ 150 millions de dollars. Ces éléments ont été partiellement compensés par une fiabilité accrue d'environ 160 millions de dollars, notamment par l'absence de l'incident à la tour de fractionnement de Sarnia survenu en avril 2019, et par une diminution des dépenses d'exploitation d'environ 80 millions de dollars.

Le débit moyen des raffineries était de 330 000 barils par jour au cours des six premiers mois de l'année 2020, contre 364 000 barils au cours de la même période en 2019. Le taux d'utilisation de la capacité a été de 78 %, comparativement à 86 % pour la même période en 2019. La baisse du débit est

principalement attribuable à la réduction de la demande en raison de la pandémie de COVID-19, partiellement compensée par une fiabilité accrue, notamment par le fait qu'il n'y a pas eu d'incident dans la tour de fractionnement de Sarnia.

Les ventes de produits pétroliers s'élevaient à 409 000 barils par jour au cours des six premiers mois de 2020, contre 477 000 barils par jour lors de la période correspondante en 2019. La baisse des ventes de produits pétroliers est principalement attribuable à la réduction de la demande en raison de la pandémie de COVID-19.

Le bénéfice net du secteur des Produits chimiques s'est établi à 28 millions de dollars au premier semestre de 2020, comparativement à 72 millions de dollars pour la période correspondante de 2019.

Les charges du siège social et autres charges ont affiché un solde de 60 millions de dollars au cours du premier semestre de 2020, comparativement à un solde de 125 millions de dollars pour la période correspondante de 2019, attribuable en grande partie aux variations des charges liées à la rémunération à base d'actions.

Situation de trésorerie et sources de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont établis à 816 millions de dollars au deuxième trimestre, par rapport aux flux de trésorerie de 1 026 millions de dollars générés par les activités d'exploitation pour la période correspondante de 2019, reflétant principalement la baisse des prix dans le secteur amont et la baisse des marges dans le secteur aval.

Les activités d'investissement ont utilisé des flux de trésorerie nets de 172 millions de dollars au deuxième trimestre, comparativement à 429 millions de dollars pour la même période en 2019, reflétant principalement une réduction des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 167 millions de dollars au deuxième trimestre, comparativement à 521 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019. Les dividendes payés au cours du deuxième trimestre de 2020 s'élevaient à 162 millions de dollars. Les dividendes par action versés au deuxième trimestre se sont élevés à 0,22 dollar comparativement à 0,19 dollar pour la période correspondante de 2019. Au cours du deuxième trimestre, la compagnie n'a pas racheté d'actions afin de respecter la suspension de son programme de rachat qui a pris effet le 1^{er} avril 2020. Au cours du deuxième trimestre de 2019, la compagnie a racheté environ 9,8 millions d'actions pour 368 millions de dollars, ce qui comprend les actions rachetées à la société Exxon Mobil Corporation.

Le solde de trésorerie s'établissait à 233 millions de dollars au 30 juin 2020, comparativement à 1 087 millions de dollars à la fin du deuxième trimestre de 2019.

Au cours du deuxième trimestre 2020, la compagnie a contracté une marge de crédit à court terme engagée de 500 millions de dollars jusqu'en mai 2021, et une marge de crédit à court terme engagée de 300 millions de dollars jusqu'en juin 2021, qui viennent s'ajouter aux marges de crédit existantes de 500 millions de dollars. La compagnie n'a pas utilisé ses marges de crédit.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont établis à 393 millions de dollars au premier semestre de 2020, par rapport aux flux de trésorerie de 2 029 millions de dollars générés par les activités d'exploitation pour la période correspondante de 2019, reflétant principalement la baisse des prix dans le secteur amont et les effets défavorables du fonds de roulement.

Les activités d'investissement ont utilisé des flux de trésorerie nets de 480 millions de dollars au premier semestre de 2020, comparativement à 892 millions de dollars pour la même période en 2019, reflétant principalement une réduction des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 612 millions de dollars au premier semestre de 2020, contre 1 038 millions de dollars à la période correspondante de 2019. Les dividendes payés au cours du premier semestre de 2020 ont totalisé 326 millions de dollars. Le dividende par action versé au premier semestre de 2020 s'est élevé à 0,44 dollar, contre 0,38 dollar pour la période correspondante de 2019. Au cours des six premiers mois de 2020, la compagnie, dans le cadre de son programme d'achat d'actions, a acheté environ 9,8 millions d'actions pour 274 millions de dollars, y compris les actions achetées d'Exxon Mobil Corporation. Comme annoncé précédemment, les achats dans le cadre de ce programme ont été suspendus le 1^{er} avril 2020. Au cours des six premiers mois de 2019, la compagnie a acheté environ 19,8 millions d'actions pour 729 millions de dollars.

Des données financières et d'exploitation clés suivent.

Le 23 juin 2020, la compagnie a annoncé dans un communiqué de presse qu'elle avait reçu de la Bourse de Toronto l'autorisation de lancer une offre publique limitée de rachat ordinaire. Le programme est principalement utilisé pour éliminer la dilution des actions émises dans le cadre du régime d'unités d'actions non acquises de l'Impériale, et permet à la compagnie de racheter un maximum de 50 000 actions ordinaires entre le 29 juin 2020 et le 28 juin 2021. Ce maximum comprend les actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat ordinaire et à la société ExxonMobil Corporation, une opération réalisée concurremment, mais hors de l'offre publique de rachat ordinaire. Dans le passé, la société ExxonMobil Corporation avait informé la compagnie qu'elle avait l'intention de conserver la propriété d'environ 69,6 % du capital. Le programme prendra fin le 28 juin 2021 ou lorsque la compagnie aura racheté le maximum autorisé d'actions.

Énoncés prospectifs

Les énoncés contenus dans le présent rapport qui sont liés à des situations ou événements futurs, y compris les prévisions, les objectifs, les attentes, les estimations et les plans d'affaires, sont des énoncés prévisionnels. Les énoncés prospectifs peuvent être caractérisés par des termes comme croire, anticiper, avoir l'intention de, proposer, planifier, objectif, chercher à, projeter, prévoir, viser, estimer, s'attendre à, stratégie, perspectives, calendrier, futur, continuer, probable, pouvoir, devoir, sera et d'autres termes semblables faisant référence à des périodes futures. Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué comprennent, sans s'y limiter, des mentions de l'utilisation de produits dérivés et de l'efficacité de l'atténuation des risques; à la stabilité et aux liquidités du marché du crédit; aux perspectives de capital de 1,1 à 1,2 milliard de dollars pour 2020, et à la réduction des dépenses d'exploitation de 500 millions de dollars par rapport à celles de 2019; aux effets de la COVID-19 et aux conditions actuelles du secteur sur une longue période, y compris la baisse des prix, des flux de trésorerie liés à l'exploitation et des actifs d'exploitation à taux réduits; aux changements au calendrier et à la durée des activités de révision à Kearl et à Syncrude; à la production attendue de Kearl et de Cold Lake pour l'ensemble de l'exercice 2020; à la durée et à la portée des autres activités de révision planifiées dans l'ensemble des activités d'exploitation; à l'amélioration attendue des taux d'utilisation de la capacité de raffinage et des ventes de produits pétroliers au cours du troisième trimestre; au point de vue de la compagnie sur les principes fondamentaux de l'offre et de la demande à long terme; des conséquences de futures diminutions des prix à long terme, y compris la dépréciation des actifs à long terme; des conséquences d'une baisse prolongée des prix du pétrole et du gaz naturel sur les réserves prouvées en vertu des règles de la SEC, y compris l'éventuelle révision à la baisse des réserves prouvées de bitume; à l'intention de continuer de faire la demande de la Subvention salariale d'urgence du Canada; à l'effet cumulatif de l'accélération de la réduction du taux d'imposition des sociétés par le gouvernement de l'Alberta; des répercussions des mesures prises contre la COVID-19; et à la sensibilité des résultats.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les attentes, estimations, projections et hypothèses actuelles de la compagnie au moment où les énoncés sont faits. Les éléments suivants pourraient différer sensiblement selon un certain nombre de facteurs: résultats financiers et d'exploitation futurs réels, y compris attentes et hypothèses concernant la croissance de la demande et la source d'énergie, l'offre et la combinaison de produits; prix des produits de base, taux de change et conditions générales du marché; taux de production, croissance et répartition; plans de projet, calendrier, coûts, évaluations techniques et capacités techniques, capacité de la compagnie à exécuter efficacement ces plans et à exploiter ses actifs; progression ou récurrence de la COVID-19 et ses répercussions sur la capacité de l'Impériale à exploiter ses actifs, y compris fermeture possible des installations en raison d'éclousions de COVID-19; capacité de la compagnie à exécuter efficacement ses plans de continuité des activités et à mener ses activités d'intervention en cas de pandémie; capacité de réaliser des économies de coûts et d'ajuster le travail de maintenance; utilisation des capacités de raffinage et des produits connexes; lois applicables et politiques gouvernementales, y compris réduction de la production et restrictions en réponse à l'impact continu à la COVID-19; sources de financement et structure du capital, y compris capacité d'émettre une dette à long terme; ainsi que dépenses en capital et liées à l'environnement. Ces facteurs comprennent les variations mondiales, régionales ou locales de l'offre et de la demande de pétrole, de gaz naturel, de produits pétroliers et de produits pétrochimiques ainsi que les incidences sur les prix, les écarts et les marges, y compris les mesures prises par les gouvernements étrangers en ce qui concerne les niveaux d'approvisionnement et les prix et l'incidence de la COVID-19 sur la demande; les conditions économiques générales; la disponibilité et la répartition du capital; les taux de change; le transport pour accéder aux marchés; les événements politiques ou réglementaires, y compris les lois fiscales, les changements apportés aux lois ou aux politiques gouvernementales, comme la réduction de la production et les actions en réponse à la progression ou à la récurrence du COVID-19; la disponibilité et le rendement des fournisseurs de services tiers, y compris à la lumière des restrictions liées à la COVID-19; l'efficacité de la gestion et la préparation aux interventions en cas de sinistre, y compris les plans de continuité des activités en réponse à la COVID-19; les risques environnementaux inhérents aux activités d'exploration et de production pétrolières et gazières; la réglementation environnementale, y compris les changements climatiques et la réglementation sur les gaz à effet de serre; les difficultés techniques ou opérationnelles imprévues; la gestion de projets, les calendriers et l'achèvement en temps opportun des projets, les dangers et les risques opérationnels, les incidents liés à la cybersécurité; ainsi que d'autres facteurs abordés au point 1A, facteurs de risque, et dans le rapport de gestion au point 7 du rapport annuel le plus récent de la Compagnie pétrolière Impériale Ltée sur formulaire 10-K et les rapports provisoires subséquents sur formulaire 10-Q.

Les énoncés prospectifs ne garantissent pas le rendement futur et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes, qui sont parfois similaires à ceux d'autres compagnies pétrolières et gazières, parfois exclusifs à l'Impériale. Les résultats réels de l'Impériale peuvent être sensiblement différents des résultats implicites ou explicites selon les énoncés prospectifs, et les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier aveuglément. L'Impériale ne s'engage aucunement à publier une mise à jour de toute révision des énoncés prospectifs contenus aux présentes, sauf si la loi l'exige.

Le terme « projet » tel qu'il est utilisé dans ce rapport peut renvoyer à toute une gamme d'activités différentes et n'a pas nécessairement le même sens que celui qu'on lui donne dans les rapports sur la transparence des paiements au gouvernement.

Information quantitative et qualitative sur les risques de marché

L'information sur les risques liés au marché pour les six mois clos le 30 juin 2020 est sensiblement la même que celle qui figure à la page 55 du rapport annuel de la compagnie sur le formulaire 10-K pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Le tableau suivant fournit des détails sur les sensibilités des résultats qui ont été mises à jour depuis la fin de l'exercice pour traduire les conditions actuelles du marché.

Sensibilité des résultats (a)

millions de dollars canadiens après impôts

Variation du prix du baril de pétrole brut de l'ordre de 1 dollar américain	+ (-)	120
---	-------	-----

(a) Chaque calcul de sensibilité indique l'incidence sur le bénéfice net de la variation d'un facteur, après impôts et redevances, toutes choses étant égales par ailleurs. Cette sensibilité a été mise à jour pour traduire les conditions actuelles. Elle peut ne pas s'appliquer de manière proportionnelle aux fluctuations plus importantes.